

## Réunion de groupe d'experts

### Note conceptuelle

## La technologie de la chaîne de blocs en Afrique

### 1. Introduction

1. Internet continue de voir naître de nouvelles technologies qui bouleversent la manière dont les gens interagissent avec leur environnement, dans des domaines aussi divers que les relations sociales, la façon de faire des affaires et l'économie. Une de ces technologies est la chaîne de blocs, une révolution technique<sup>1</sup> qui permet à un utilisateur d'effectuer des transactions directement avec un autre sans recourir à des intermédiaires de confiance centralisés. *The Economist*<sup>2</sup> a décerné à la chaîne de blocs le titre de « machine à créer de la confiance » car elle permet à un utilisateur de collaborer avec d'autres usagers à qui il ne se fie pas particulièrement sans avoir à faire appel à une autorité neutre centralisée.

2. La technologie de la chaîne de blocs sert de base au bitcoin, une cryptomonnaie décentralisée. Il s'agit cependant de bien plus que ça : la chaîne de blocs peut être vue comme une chaîne d'informations écrites par les utilisateurs sur un registre distribué unique. Le registre peut être inspecté par les utilisateurs, mais personne ne le contrôle. Il contient les pages (ou blocs) qui sont mises à jour toutes les 10 minutes avec de nouvelles informations.

3. Si ses origines sont liées au bitcoin, la technologie de la chaîne de blocs ne se limite pas à cet usage. Les nombreuses possibilités d'utilisation offertes par cette technologie continuent de croître. Ses avantages incluent la décentralisation, la sécurité et la transparence et une forte résilience aux coupures. Elle est également vérifiable et efficace. Son utilisation s'étend à de nombreux secteurs, notamment la finance, la santé, l'industrie (par exemple les processus chimiques et le traitement des minerais), l'énergie, l'environnement et les technologies de l'information. Selon Research and Markets<sup>3</sup>, une entreprise étasunienne, le marché mondial des cryptomonnaies et de la technologie de la chaîne de bloc progressera de 35,2 % entre 2016 et 2022, pour atteindre 42,16 millions de dollars. Cependant, la majeure partie de cette croissance aura lieu aux États-Unis, puis en Europe, en Asie-Pacifique et en Inde.

4. En Afrique, il existe peu d'exemples concrets d'utilisation ou d'adoption de la technologie de la chaîne de blocs. Des solutions sont mises en place, limitées par la mauvaise compréhension et le manque de connaissances de cette technologie, en particulier dans les secteurs non bancaires. En outre, les banques centrales ne disposent pas de réglementations relatives à des technologies innovantes comme celle-ci. Néanmoins, le bitcoin gagne du terrain dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Ghana, le Kenya, l'Ouganda et la Tunisie, où il est généralement utilisé pour effectuer des transferts de fonds. Des banques sud-africaines, notamment la banque de réserve, commencent à accepter les monnaies numériques et la technologie de la chaîne de blocs malgré les opinions divergentes des régulateurs sur les questions cryptomonétaires. La Tunisie est le premier pays du monde à émettre une monnaie

---

<sup>1</sup> <http://www.hlmediacomms.com/2016/09/19/blockchain-in-africa/> (en anglais).

<sup>2</sup> *The Economist*, 31 octobre-6 novembre 2015 (en anglais).

<sup>3</sup> <https://www.researchandmarkets.com/research/34frjf/worldwide> (en anglais).

nationale par le biais d'une application qui fonctionne grâce à la chaîne de blocs. L'Ouganda a commencé à réguler le bitcoin, et le Sénégal prévoit d'introduire une monnaie numérique (l'e-CFA), fondée sur la technologie de la chaîne de blocs.

5. Étant donné la variété d'applications en train d'être implémentée, des systèmes de micropaiement à la gestion de l'identité numérique en passant par les contrats intelligents, il ne fait aucun doute que les solutions utilisant la chaîne de blocs puissent contourner les infrastructures technologiques traditionnelles ou inexistantes dans les pays africains. Ces évolutions spectaculaires sont les moteurs d'une nouvelle ère de croissance plus inclusive où personne n'est laissé pour compte. Afin de dynamiser la croissance, l'Afrique pourrait tirer parti de la technologie de la chaîne de blocs dans de nombreux secteurs, notamment les transferts de fonds internationaux, les registres fonciers et de propriété, la lutte contre les médicaments contrefaits, l'agriculture et l'exploitation minière (en particulier pour la traçabilité des matières premières), la certification des diplômes et d'autres documents administratifs et l'organisation d'élections. La technologie de la chaîne de bloc a le potentiel d'améliorer la transparence et de réduire les inefficacités et les coûts persistants dans de nombreux secteurs de l'économie et est donc pertinente pour les économies africaines. Cependant, si l'Afrique utilise cette technologie comme un facteur inclusif du développement, de nombreux défis subsistent, tels que les implications politiques et réglementaires, l'accès aux infrastructures des technologies de l'information et de la communication, la sécurité et la confiance et la consommation énergétique.

6. Dans le cadre de ses activités de recherche sur les politiques, la Section des nouvelles technologies et de l'innovation de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) vise à explorer les tendances des nouvelles technologies afin de proposer aux décideurs africains des conseils concernant l'élaboration des politiques sur l'exploitation des nouvelles technologies et de l'innovation pour la transformation du développement économique et social. C'est dans ce contexte que la CEA organise à Addis-Abeba les 21 et 22 novembre 2017 une réunion de groupe d'experts sur la technologie de la chaîne de blocs en Afrique afin d'explorer le potentiel de cette technologie.

## **2. Atteindre l'objectif**

7. L'objectif général de la réunion est d'examiner un document sur le thème de la réunion de groupe d'experts. Le document évalue les concepts généraux, l'état des connaissances et les pratiques des technologies de la chaîne de bloc en Afrique et propose un ensemble de recommandations pour examen par les décideurs africains.

### **Objectifs spécifiques :**

8. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Meilleure compréhension du potentiel de la technologie de la chaîne de blocs et de son application dans les différents secteurs socioéconomiques ;
- Évaluation du statut et des défis actuels de l'adoption et de la diffusion de la technologie de la chaîne de blocs en Afrique sur la base de l'expérience de pays et de secteurs sélectionnés ;
- Formulation de recommandations pour examen par les décideurs africains.

### **3. Résultats escomptés**

9. Les principaux résultats escomptés de la réunion sont les suivants :

- Rapport revu par les pairs sur la diffusion de la technologie de la chaîne de blocs en Afrique ;
- Meilleure compréhension du rôle de la technologie de la chaîne de blocs dans la réalisation des avantages comparatifs pour la transformation structurelle des économies africaines ;
- Sensibilisation au potentiel de la technologie de la chaîne de blocs dans le futur afin de promouvoir la nouvelle croissance pour les jeunes entreprises dans toute la région ;
- Ensemble de recommandations (formulées et partagées) pour examen et adoption par les gouvernements africains, les organisations africaines continentales et régionales, le secteur privé et les autres parties prenantes du développement en Afrique.

### **4. Documents**

10. Les principaux documents de cette réunion régionale de consultation incluront le projet de rapport sur l'adoption et la diffusion des technologies de la chaîne de blocs en Afrique et une note conceptuelle. Tous les documents seront disponibles en ligne et pourront être téléchargés du site web de la CEA.

### **5. Date, lieu et participants**

11. La réunion aura lieu les 21 et 22 novembre 2017 au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba.

12. Participeront à la réunion des décideurs, des experts des technologies de l'information et de la communication, des représentants des communautés économiques régionales, d'organisations intergouvernementales et des organisations régionales et internationales, ainsi que des opérateurs de télécommunication, des représentants des banques centrales, du secteur privé, de la société civile, du monde académique et d'instituts de recherche.

### **6. Produits**

13. Les produits comprendront un compte rendu de la réunion, qui servira de contribution à la finalisation du rapport d'orientation, une note d'orientation sur les possibilités et les défis de l'adoption des technologies de la chaîne de blocs en Afrique, et une note d'orientation sur les exigences réglementaires de la chaîne de blocs.

### **7. Langues de travail**

14. L'anglais et le français seront les langues de travail de cette réunion. L'interprétation simultanée sera assurée entre ces deux langues.

## **8.     Contacts :**

15.     Pour de plus amples informations, notamment sur les modalités d'inscription, veuillez contacter :

M. Mactar Seck  
Section des nouvelles technologies et de l'innovation  
Division des initiatives spéciales  
Commission économique pour l'Afrique  
B.P. 3001, Addis-Abeba, Éthiopie  
Courriel : [seck8@un.org](mailto:seck8@un.org)  
Tél. : +251 115 443 424

---